

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 18 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES**

« Les Réchines Caillotes »

58150 POUILLY-SUR-LOIRE

Références : 220695  
Code AIOT : 0005402117

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES, implanté au lieu-dit « Les Rechines Caillotes » - 58150 POUILLY-SUR-LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 13 septembre matin, la Préfecture a signalé à la DREAL un départ de feu sur le silo AXEREAL de Pouilly-sur-Loire. Il s'agissait d'un feu de caisson de stockage des poussières (après aspiration) avec entre 100 et 200 m<sup>3</sup> de poussière, avec un risque d'explosion potentiel.

L'intervention du SDIS (arrivé vers 8h15 selon l'exploitant, arrivé, lui, vers 7h40) s'est terminée dans la matinée, le risque de propagation est écarté : les poussières ont été excavées hors du local en étant inerte par arrosage à l'eau. Du personnel SDIS reste en surveillance.

GRDF et Enedis sont passés sur site, il ne leur a rien été demandé au regard de la situation.

La cause probable est un échauffement de la vis sans fin qui alimente le local de stockage, cela aurait démarré hier soir (avec montée en température lente, le point chaud étant apporté avant la fermeture du silo et l'arrêt du convoyeur à 18h15 selon l'exploitant) et n'aurait été détecté que ce matin vers 7h par un prestataire sur site qui a signalé de la fumée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES
- « Les Rechines Caillotes » - 58150 POUILLY-SUR -LOIRE
- Code AIOT : 0005402117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES exploite à POUILLY-SUR-LOIRE - 58150, un silo de stockage de céréales et installations annexes. Le site est exploité dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 août 2002, complété par un arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2013.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Accident/incident
- Risque accidentel

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 32.3	/	Lettre de suite préfectorale	
8	Information en cas d'incident	Code de l'environnement du 13/09/2022, article R. 512-69	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 11.4	/	Sans objet
5	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 32.4	/	Sans objet
6	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 32.5.1	/	Sans objet
7	Caractéristiques des déchets et sous produits	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 25	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre les explosions	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 40.5 modifié	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Détection et alarme	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 32.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a mis en évidence de nombreux manquements aux obligations de sécurité, sans matériellement constituer une non-conformité du fait de l'absence de prescription opposable. Il est essentiel que l'exploitant renforce sans tarder son implication sur le sujet de la sécurité. Plusieurs documents doivent être transmis sous 15 jours sans quoi un arrêté de mise en demeure sera proposé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Protection contre les explosions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 40.5 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre les explosions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Des événements d'explosion sont installés sur tous les équipements et installations présentant des risques d'explosion. Les événements sont conçus pour que la décharge de l'explosion se fasse à l'air libre, dans des zones où il n'y a pas de circulation de personnes. Ils ne sont pas placés en face de locaux occupés en permanence par du personnel. [...]
<b>Constats :</b> Le feu a pris dans le caisson de stockage des poussières (après aspiration) qui contenait entre 100 et 200 m <sup>3</sup> de poussière et présentait un risque d'explosion potentiel. Ce caisson était constitué en partie haute de bardage léger et translucide, dont le caractère fragile semble évident, faisant office d'évent. Ce bardage a été enlevé facilement par le SDIS ce qui a permis l'arrosage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Un dispositif permettant la récupération des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie, est réalisé. Les justificatifs de son dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le SDIS n'a utilisé que de l'eau sans additifs (fluorés). L'exploitant a indiqué oralement que les eaux incendie étaient récupérées dans un bassin. L'exploitant n'a pas été capable de présenter des consignes de type isolement du réseau pour confiner les eaux incendie. Il convient que l'exploitant transmette des documents justifiant de l'existence du dispositif permettant la récupération des eaux accidentellement polluées ainsi que les consignes concernant son utilisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Détection et alarme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 32.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection et alarme
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de détection et d'alarme des silos sont accessibles en permanence et sont reliés à des alarmes reportées au poste de contrôle.
<b>Constats :</b> Le local de stockage des poussières n'était pas doté de détection incendie. La détection incendie sur ce type de local n'est pas prescrite (que ce soit par arrêté préfectoral ou ministériel), du fait de conditions opérationnelles difficiles (fort empoussièrement).
<b>Observations :</b> Les conditions de détection paraissent insuffisantes, l'exploitant est invité à réfléchir à des moyens de surveillance permettant de détecter plus rapidement un éventuel nouveau départ de feu dans le local poussière, qui a pu monter en température plus de 13 h sans alerte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 32.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement. Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées. [...]
<b>Constats :</b> Des consignes de sécurité sont affichées dans les locaux administratifs. Ils ne prévoient pas l'information de la DREAL, prévue à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, ni le confinement des eaux incendie. Les consignes sont génériques sans préciser les numéros des personnes à contacter.
<b>Observations :</b> Il convient que l'exploitant revoie ses consignes de sécurité, de façon à ce qu'elles contiennent l'ensemble des actions de sécurité à effectuer et soient autoportantes (en faisant figurer les numéros à appeler sans avoir à les chercher).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

#### N° 5 : Plan d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 32.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas présenté de plan d'intervention le jour de l'inspection. Il convient que l'exploitant transmette son plan d'intervention à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Moyens incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 32.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.  [...]  Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau doivent être incongelables et doivent être munies de raccords normalisés. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements doivent pouvoir être accessibles en toute circonstance.  [...]  Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.  L'établissement est doté au moins :  <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'extincteurs d'une capacité minimale de 5 kg d'eau additivée ou de produit à l'efficacité équivalente répartis de façon à ce qu'aucun point des installations ne soit situé à plus de 25 m d'un extincteur,</li> </ul> [...]  <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 3 poteaux d'incendie de débit minimum 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar situés à moins de 300 m de tout point des constructions,</li> </ul> [...]  L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Il est conforme aux normes en vigueur et compatible avec les moyens de secours publics.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose de plusieurs extincteurs dans le silo, les locaux administratifs..., de 3 poteaux incendie accessibles dont l'un a été utilisé par le SDIS.  Les signalements et leur accessibilité n'appellent pas de remarques de l'Inspection.  Le local poussière n'était pas doté d'extincteur.</p> <p>Il convient que l'exploitant justifie pour le local poussière de la présence à moins de 25 m d'un extincteur d'une capacité minimale de 5 kg d'eau additivée ou de produit à l'efficacité équivalente.  Il convient que l'exploitant transmette les derniers rapports de contrôle des extincteurs et poteaux incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Caractéristiques des déchets et sous produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des déchets et sous produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant satisfait les dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.  [...]  Désignation du déchet : Poussières</p> <p>Quantité maximale annuelle produite : 700 tonnes</p> <p>Conditions de stockage :  Mode : Local déchets  Quantité maximale : 100 tonnes  Durée maximale : 2 mois</p> <p>Mode d'élimination: Valorisation  (alimentation animale)  [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Selon les informations données dans le PC SDIS, en présence de l'exploitant, le caisson de stockage des poussières était d'un volume de 300 m<sup>3</sup> et il contenait entre 100 et 200 m<sup>3</sup> de poussière.</p> <p>Il convient que l'exploitant transmette un justificatif de la dernière expédition de déchets de type poussière de moins de 2 mois et justifie du respect du volume maximal de 100 m<sup>3</sup> de poussières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Information en cas d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/09/2022, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information en cas d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a informé la DREAL postérieurement à l'inspection, à 14h27, en raison de l'absence de l'Animatrice environnement risques industriels.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à envoyer le rapport d'accident une fois les causes profondes étudiées.</p> <p>Il convient que l'exploitant se dote d'une organisation permettant d'accomplir ses actions de sécurité (y compris de simple information) y compris en cas d'absence de personnel clé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale